Commune de MARSSAC sur TARN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE MARSSAC SUR TARN

AUTORISATION D'OCCUPATIONTEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Objet: Exposition des Miniatures Agricoles

Miniatures Agricoles de Sud-Ouest - 2 rue Tonimarié - 81150 Marssac-sur-Tarn

Le Maire de la Commune de MARSSAC sur TARN,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2213-1 et suivants,

Vu le code de la voirie routière, notamment l'article L 113-2,

Vu la demande formulée par l'association des Miniatures Agricoles du Sud-Ouest, en date du 21 octobre 2025, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public pour la restauration,

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser cette occupation temporaire dans l'intérêt de l'animation locale, sous réserve du respect des règles d'hygiène, de sécurité et de tranquillité publique,

ARRÊTE

Le dimanche 9 novembre 2025 de 9h à 17h

<u>Article 1er</u>: L'association des Miniatures Agricoles du Sud-Ouest est autorisée à occuper temporairement le domaine public communal, soit 6 places de stationnement devant la salle polyvalente, commune de

MARSSAC SUR TARN; rue de la Mairie, délimité par des barrières.

Article 2: L'occupation est autorisée aux fins d'installation d'un traiteur : Au Saveurs de l'Aubrac, Le Clot

12800 QUINS.

Article 3: L'association devra veiller:

- à l'hygiène des installations et à l'évacuation des déchets ;

- au respect des règles de sécurité incendie et de salubrité;
- à ne pas gêner la circulation piétonne et routière ;
- à remettre les lieux dans leur état initial à l'issue de la manifestation.

Article 4:

Ampliation du présent arrêté sera faite :

- Au Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn;
- Au Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Tarn;
- Au Président du Comité des fêtes de Marssac-sur-Tarn,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marssac sur Tarn, le 04 novembre 2025

Par délégation de Madame Le maire, Le Responsable des Services Techniques

Christophe JAMMES

Le Maire

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

⁻ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.